

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 27/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EVONIK OIL ADDITIVES SAS**

Port du Rhin  
BP 40027  
67630 LAUTERBOURG

Références :  
Code AIOT : 0006702736

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2023 dans l'établissement EVONIK OIL ADDITIVES SAS implanté Port du Rhin BP 40027 67630 LAUTERBOURG. L'inspection a été annoncée le 05/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale sur le retour d'expérience (REX) des incidents/accidents. Elle s'appuie sur le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) mis en place par l'exploitant, et vise à vérifier les dispositions pour recenser, analyser et chercher les causes profondes d'un accident, mettre en place un REX et en tirer les enseignements pour le futur. En l'absence d'incident/accident au cours des dernières années sur les MMR (Mesures de Maîtrise des Risques) du site, il a été décidé de compléter cette inspection avec l'observation d'une MMR de détection de seuil haut située dans une cuve.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EVONIK OIL ADDITIVES SAS
- Port du Rhin BP 40027 67630 LAUTERBOURG
- Code AIOT : 0006702736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Evonik Oil Additives appartient au groupe allemand Evonik.

Le site de Lauterbourg (environ 40 personnes) exploite des activités de chimie industrielle classées Seveso Seuil Haut. Il fabrique des additifs pour lubrifiants et pétrole brut.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- SGS et retour d'expérience (REX) des incidents/accidents ;
- Observation d'une MMR.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Procédure de gestion des accidents / incidents / presque accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 6	/	Sans objet
2	Procédure de gestion des accidents / incidents / presque accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 2	/	Sans objet
3	Procédure de gestion des accidents / incidents / presque accidents	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet
4	Procédure de gestion des accidents / incidents / presque accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 6	/	Sans objet
5	Examen détaillé d'un événement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7 – 5	/	Sans objet
6	Exploitation du REX	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7 – 5	/	Sans objet
7	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article Article 4	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La culture du risque, et plus précisément des retours d'expérience des incidents/accidents, est très ancrée au sein du groupe Evonik.

Les dispositions sont complètes et bien mises en application. L'exploitant veillera cependant à être plus vigilant sur la mise en place effective des actions décidées.

Concernant la MMR observée, celle-ci est rigoureusement suivie. Le formulaire de vérification utilisée mériterait cependant d'être complété afin de s'assurer que l'arrêt effectif de la pompe a bien été vérifié.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Procédure de gestion des accidents / incidents / presque accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p> [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a défini son organisation dans des procédures applicables sur tous les sites mondiaux : vu Group Standard 06 et 08. Des outils ont par ailleurs été mis en place sur le site de Lauterbourg afin de faciliter la remontée et la traçabilité des presque accidents, incidents et accidents : <ul style="list-style-type: none"> <li>- une base Access accessible à tous les employés sur tous les PC. Elle permet de tracer l'évènement, d'assurer son suivi et de tracer les actions décidées.</li> <li>- un tableur utilisé en cas de déversement de produit dangereux afin de déterminer à quel niveau doit remonter l'information (interne au site, pour tout le Groupe,...).</li> <li>- un formulaire d'analyse des causes.</li> </ul> <p>Les différents outils ont été présentés à travers des exemples lors de l'inspection.          L'accès à la base Access, et sa connaissance de l'outil, ont également pu être vérifiés auprès d'un opérateur en salle de contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Procédure de gestion des accidents / incidents / presque accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Classification des événements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations. Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.
<b>Constats :</b> L'exploitant a défini dans sa procédure Group Standard 06 une classification des événements de 3 différents types. Ces types sont clairement détaillés et chacun d'eux engendre des actions différentes. <p>Les 4 événements observés au cours de l'inspection ont bien respecté ce qui est décrit dans la procédure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Procédure de gestion des accidents / incidents / presque accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Information de l'IIC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  [...]
<b>Constats :</b> Les dispositions mises en place par l'exploitant prévoient de contacter l'inspection des installations classées dans certaines situations. Pour les événements qui ont eu lieu sur le site au cours des 3 dernières années, l'inspection des installations classées n'a pas été contactée. Ce constat est justifiée et en cohérence avec la procédure de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Procédure de gestion des accidents / incidents / presque accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Intégration du REX
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. [...]
<b>Constats :</b> Le groupe Evonik dispose d'un outil (ESTER) complété par tous les sites mondiaux où sont répertoriés les incidents et accidents. Des réunions mensuelles des responsables sécurité et environnement de chaque site sont organisées tous les mois. Elles permettent notamment d'échanger sur les derniers retours d'expérience, et peuvent entraîner la mise en place d'actions sur les sites concernés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Examen détaillé d'un événement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7 – 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Application de la méthode de traitement un événement (incident / accident)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> Aucun évènement en lien avec une MMR (Mesures de Maîtrise des Risques) n'a été relevé au cours des dernières années.</p> <p>Les évènements suivants ont été observés avec attention :</p> <p>1/ Déversement de Viscoplex (produit non dangereux) au quai du L40 le 19/02/2022 : une analyse des causes a été réalisée et a abouti à la mise en place de 3 actions correctives.</p> <p>2/ Débordement du réservoir 005-101 (environ 200 kg de VPL 1-330, produit non dangereux) le 21/09/2021 : le moussage du produit a entraîné un débordement. Il y a eu une analyse des causes et des actions décidées, en particulier l'installation d'un panneau à proximité du réservoir pour s'assurer que la vanne d'air était fermée. Sur site, ce panneau n'était pas ou plus en place, la vanne était par contre bien en position fermée.</p> <p>3/ Débordement de la cuve L05-500 le 14/07/2021 : Il y a eu une analyse des causes et des actions décidées, en particulier l'installation d'un capteur de niveau. Celui-ci est bien en place mais la sonde de niveau très haut associée n'est pas opérationnelle. L'exploitant indique qu'elle est commandée mais pas encore réceptionnée. Or, l'action apparaît comme soldée dans le fichier de suivi.</p> <p>4/ Un presque accident de la circulation avec une personne qui aurait pu se faire renverser par un véhicule en janvier 2023 : après analyse, des actions ont été mises en œuvre.</p>
<p><b>Observations :</b> La bonne gestion et la traçabilité de ces évènements ont été démontrées. Par contre, la vérification visuelle de la mise en œuvre des actions a mis en avant des manquements. L'exploitant est invité à être plus vigilant lors du solde des actions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Exploitation du REX

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7 – 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Partie REX d'un événement (incident / accident)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.  Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. [...]
<b>Constats :</b> Comme précisé dans les points précédents, l'exploitant dispose de procédures et d'outils pertinents qui permettent d'analyser les événements et de mettre en place les actions nécessaires. Des réunions mensuelles sont organisées au sein du site et entre les différents sites du Groupe afin d'aborder les derniers événements qui ont eu lieu. Les exemples observés présentés dans un point précédent ont permis de s'assurer de l'efficacité de l'organisation mise en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article Article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Qualification de la MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité</p>
<p><b>Constats :</b> La MMR B1 de sécurité du niveau haut de la cuve de 1-Décène a été examinée au cours de cette visite. Elle intervient dans le cadre du scénario LiqInf 7 de l'étude de dangers en lien avec un dépotage.</p> <p>La cuve concernée est équipée d'un premier capteur de niveau haut qui envoie une alarme en salle de contrôle, et d'un second capteur de niveau très haut qui arrête la pompe et donc le dépotage en cours. Il convient de noter que ce 2ème capteur est en sécurité positive.</p> <p>En cas de défaillance des capteurs de niveau, une cuvette de rétention correctement dimensionnée permet de réceptionner le produit.</p> <p>La présence des capteurs a pu être constatée sur le site, tout comme celle de la cuvette de rétention. Leur suivi a par ailleurs été constaté sur les écrans dans la salle de contrôle et sur l'afficheur présent devant la cuve.</p> <p>Concernant le suivi de la MMR, une vérification annuelle avec test est réalisée. Les fiches d'étalonnage et de réglage d'instrument des 19/09/2021 et 22/09/2022 ont été observées.</p> <p>Une simulation de détection du capteur a pu être réalisée. Une alarme a automatiquement été observée sur l'écran de contrôle des cuves.</p> <p>Concernant l'indépendance de la MMR vis-à-vis des événements survenant en amont du scénario accidentel, celle-ci est bien confirmée tout comme son dimensionnement et le fait qu'elle soit bien adaptée à la situation.</p> <p>En conclusion, cette MMR satisfait bien aux 4 critères énoncés dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 : efficacité, cinétique, testabilité et maintenabilité.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant précise que l'arrêt effectif de la pompe suite à la détection du capteur est bien vérifiée lors de la maintenance annuelle. Toutefois, cela n'apparaît pas clairement sur les fiches d'étalonnage et de réglage d'instrument. Il serait donc pertinent d'ajouter ce point de contrôle afin qu'il ne soit pas oublié.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet